

Laboratoire
d'études socio-économiques
de l'UQAM

**Le réel taux d'imposition de grandes entreprises canadiennes:
du mythe à la réalité**

Analyse socio-économique de 2009 à 2011 des plus grandes entreprises canadiennes

Frédéric Rogenmoser, B.A.A (comptabilité), candidat à la maîtrise en comptabilité, chercheur au Laboratoire d'études socio-économiques de l'UQAM

Martine Lauzon, M.A. (intervention sociale), candidate au doctorat en sciences sociales appliquées (UQO), chercheure au Laboratoire d'études socio-économiques de l'UQAM

Léo-Paul Lauzon, Doctorat en sciences de la gestion, M.B.A. (finance), C.A., C.M.A., directeur du Laboratoire d'études socio-économiques de l'UQAM

OCTOBRE 2012

Table des matières

Objectifs.....	page 4
Méthodologie.....	page 6
Taux statutaire (officiel) et taux effectif (réel).....	page 8
Le cas de 5 entreprises qui paient peu d'impôt : l'histoire sans fin.....	page 14
Deux mythes sur l'impôt à démystifier.....	page 15
Conclusion.....	page 18
Bibliographie.....	page 27

Listes des tableaux

Tableau 1 : Taux fédéral d'imposition des revenus généraux des sociétés.....	page 4
Tableau 2 : Entreprises recensées et retenues (Année 2009, 2010 et 2011).....	page 6
Tableau 3 : Liste des plus grandes entreprises canadiennes rentables classées par taux effectif d'impôt pour les exercices financiers compris entre 2009 et 2011(en millions de dollars).....	page 8
Tableau 4 : Proportion de compagnies rentables ventilées par tranche d'impôt sur le revenu total réellement payé pour les exercices financiers combinés de 2009, 2010 et 2011.....	page 10
Tableau 5 : Le cas des 14 entreprises n'ayant payé aucun d'impôt sur leur profit pour les exercices combinés de 2009, 2010 et 2011.....	page 11
Tableau 6 : Le cas des 17 entreprises ayant payé entre 0,1% et 10 % d'impôt sur leur profit pour les exercices consolidés de 2009, 2010 et 2011.....	page 12
Tableau 7 : Le cas des 10 entreprises ayant payé entre 10 % et 15 % d'impôt sur leur profit pour les exercices regroupés de 2009, 2010 et 2011.....	page 13

Tableau 8 :	Les 11 entreprises du secteur de la finance ayant payé moins de 25 % d'impôt.....	page 13
Tableau 9 :	Le cas de 5 entreprises de l'étude de 2008 qui défrayaient peu d'impôt.....	page 14
Tableau 10 :	Le cas des 5 entreprises de 2008 qui reviennent en 2009, 2010 et 2011 (combinées).....	page 14
Tableau 11 :	Comparaison des taux globaux d'imposition sur les sociétés par pays en 2012.....	page 15
Tableau 12 :	Revenus fiscaux nets supplémentaires d'un impôt minimal De 5% et de 10% au fédéral des seules entreprises rentables.....	page 16

ANNEXES :

Annexe 1 :	Les détaillants ayant payé moins de 25% d'impôt.....	page 20
Annexe 2 :	Les 28 manufacturiers ayant payé moins de 25% d'impôt.....	page 21
Annexe 3 :	Les 5 entreprises du secteur des transports ayant payé moins de 25% d'impôt.....	page 22
Annexe 4 :	Les 4 entreprises du secteur technologique ayant payé moins de 25% d'impôt.....	page 22
Annexe 5 :	Les 4 entreprises du secteur des mines et métaux ayant payé moins de 25% d'impôt.....	page 22
Annexe 6 :	Les 11 entreprises du secteur de la finance ayant payé moins de 25% d'impôt.....	page 23
Annexe 7 :	Les 27 entreprises du secteur des ressources naturelles ayant payé moins de 25% d'impôt.....	page 24
Annexe 8 :	Les 7 entreprises du secteur des communications ayant payé moins de 25% d'impôt.....	page 25
Annexe 9 :	Les 6 entreprises du secteur alimentation et boissons – détaillants et producteurs ayant payé moins de 25% d'impôt.....	page 25
Annexe 10 :	Les 10 entreprises du secteur «Autre» ayant payé moins de 25% d'impôt.....	page 26

OBJECTIFS

Le débat fait rage actuellement sur la fiscalité : que ce soit sur la «juste part à payer» ou le taux d'imposition des particuliers. La part des entreprises semble occultée.

L'objectif principal de cette recherche empirique et objective (puisque nous avons utilisé les états financiers vérifiés publiés par les entreprises elles-mêmes) est de déterminer les impôts sur le revenu (fédéral, provincial et étranger) qui sont véritablement payés par les plus grandes entreprises canadiennes pour les années combinées suivantes : 2009, 2010 et 2011.

Nous avons voulu observer les taux réels ou effectifs auxquels sont assujetties les plus grandes entreprises canadiennes alors que les taux fédéraux et provinciaux statutaires (ou légaux) sont de 26,1% au Canada. Il importe d'étudier et de comparer les taux statutaires aux taux réels d'impôts payés puisque c'est l'argument, servi par le patronat et les politiciens, qui justifie les baisses d'impôts accordées aux entreprises, comme celle qui prévaut au fédéral, par exemple, et qui est présentée dans le tableau 1.

Tableau 1
Taux fédéral d'imposition des revenus généraux des sociétés

Année	Taux fédéraux d'imposition sur les bénéfiques généraux des sociétés
1960	41%
1980	36%
2000	28%
2005	21%
2008	19,5%
2012	15%

Une étude publiée en septembre 2012 de l'École de politique publique de l'Université d'Alberta soulignait que, depuis 10 ans, la tendance des taux d'imposition des entreprises est à la baisse, tant au Québec qu'au Canada ; sur le plan fiscal, il serait désormais même plus attrayant d'y investir qu'aux États-Unis.

Nous pourrions d'ores et déjà nous demander où sont les emplois créés et les compagnies américaines heureuses de déménager au Canada, mais reste que les taux canadiens d'imposition des sociétés sont en chute libre depuis les années 60, où il était de 41%. Entre 1960 (41%) et 2012 (15%), donc sur une période de 52 ans, on parle d'une baisse du taux fédéral d'imposition des revenus généraux des entreprises de 63,4%.

Cette étude est la cinquième effectuée par le Laboratoire d'études socio-économiques (anciennement Chaire d'études socio-économiques) de l'UQAM. Les autres études ont couvert les années 1985, 1992, 1999 et 2005. Après cinq études sur le sujet, qui totalisent une période

de 27 ans, la présente recherche apporte encore plus de preuves empiriques et renforce le bien-fondé de nos observations et de nos conclusions.

De plus, signalons l'importante étude fiscale que nous avons réalisée et publiée au mois de février 2006 sous le titre de : «L'autre déséquilibre fiscal : particuliers versus compagnies» et qui démontrait nettement, à l'aide de données empiriques, le déséquilibre fiscal majeur existant au Canada et au Québec entre la contribution fiscale totale des particuliers et des compagnies fortement en défaveur des individus. Avec un taux d'imposition des entreprises qui ne cesse de décroître, faut-il s'en surprendre ?

MÉTHODOLOGIE

Cette présente recherche porte sur la liste annuelle des 500 plus grandes sociétés canadiennes de l'année 2011, telle que compilée par la revue *Financial Post*. Les entreprises y sont classées selon leur chiffre d'affaires. La liste des 500 plus grandes sociétés peut être retrouvée à l'adresse suivante :

<http://www.financialpost.com/news/fp500/2011/index.html>

De ce classement, comme le laisse voir le tableau 2 qui suit, nous avons choisi de retenir et de nous restreindre aux 300 plus importantes entreprises canadiennes et d'étudier leurs rapports annuels respectifs pour les trois années les plus récentes : 2011, 2010 et 2009. De ces 300 compagnies, nous avons retiré celles:

- qui étaient à capital fermé, une société d'État, une caisse de retraite, une coopérative et / ou les filiales détenues à 100% par la compagnie-mère, comme Shell, Wal Mart et Pfizer ;
- qui avaient subi des pertes durant au moins un exercice (2009, 2010 et / ou 2011) ;
- dont les données sur le bénéfice avant impôt et l'impôt exigible pour les exercices 2009, 2010 et / ou 2011 étaient non disponibles pour différentes raisons difficiles à justifier.

Le groupe étudié et observé est donc composé d'une liste de 99 compagnies (sur les 300 initialement).

Tableau 2
Entreprises recensées et retenues
Année 2009, 2010 et 2011

Liste des 300 plus grandes entreprises au Canada en 2011, telle que compilée par la revue <i>Financial Post</i>			
Moins	Entreprises retranchées : Entreprises qui ont subi une perte en 2009, 2010 et / ou 2011, sociétés d'État, firmes à capital fermé, coopératives et caisses de retraite		201
	Entreprises retenues et étudiées		99

Pour la cueillette de données, nous avons considéré les données publiées dans le plus récent état financier. Par exemple, dans la situation où un état financier 2011 montrait les données pour les exercices 2011 et 2010, nous avons alors pris, dans les chiffres comparatifs de l'état financier de 2011, les données financières de l'exercice 2010. De plus, l'année d'un exercice

financier est considérée par période qui couvre plus de la moitié des mois d'une année. À titre indicatif, la période comprise entre le 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012 sera établie comme l'exercice de 2011, car l'année 2011 est couverte de plus de la moitié de l'année civile, soit 9 mois.

Pour notre recherche, nous avons utilisé deux données : le bénéfice avant impôt et l'impôt exigible. À l'état des résultats vérifiés inclus dans le rapport annuel de chacune des 99 firmes, nous avons utilisé le bénéfice net avant impôts, compte non tenu des éléments extraordinaires, comme la vente d'une filiale ou une restructuration majeure. Nous avons retenu les impôts sur le revenu effectivement payés par les compagnies aux gouvernements fédéral, provinciaux et étrangers, tel qu'indiqué encore une fois dans leurs états financiers et dans les notes afférentes. Pour l'impôt exigible, nous avons aussi observé le montant inscrit à l'état des résultats. Toutefois, l'impôt exigible ne s'y trouve pas toujours. Dans ce cas, nous avons analysé la note de l'impôt sur le revenu. Finalement, en dernier recours, nous avons utilisé la charge d'impôt à l'état résultats, dont nous avons soustrait l'impôt futur inscrit à l'état des flux de trésorerie.

Il faut noter que le bénéfice avant impôt et l'impôt exigible sont exprimés en millions de dollars canadiens tout au long de cette présente étude. Pour les données que nous avons obtenues en dollars américains, nous l'avons converti selon une moyenne du taux de change donné par la Banque du Canada pour chaque période où les montants sont exprimés en dollars américains.

La liste des 99 entreprises canadiennes rentables étudiées, ventilées par taux effectif d'impôt, se retrouve à la page suivante. Rappelons que le taux statutaire (fédéral-provincial) d'impôt au Canada est de 26,1% pour les compagnies de cette envergure (que nous avons arrondi à 25% pour les fins de cette étude).

TAUX STATUTAIRE (LÉGAL OU OFFICIEL) ET TAUX EFFECTIF (RÉEL)

La liste suivante fait état des 99 entreprises étudiées, classées selon leur taux effectif d'impôt moyen des années 2009, 2010 et 2011. Comme on peut le remarquer, ce taux effectif est loin d'équivaloir au taux statutaire pour plusieurs.

Le tableau 3 démontre que 70 compagnies sur 99 paient un impôt réel de moins de 25% (taux statutaire arrondi au Canada). À titre comparatif, et selon le Ministère des Finances du Canada, en 1950, le taux statutaire combiné fédéral et provincial était de 51,1% au Canada pour les sociétés ; il est tombé à 41,4% en 1990 pour se situer à 38,1% en 2002 et à 34,4% en 2005. Le voilà à 26,1% en 2012 (projeté à 25,7% en 2013).

Tableau 3
Liste des plus grandes entreprises canadiennes rentables classées par taux effectif d'impôt
pour les exercices financiers compris entre 2009 et 2011
(en millions de dollars)

	Entreprises	Bénéfice avant impôts	Impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
1	Corporation Cott	193,2 \$	(28,1 \$)	-14,5%
2	Emera Inc.	639,2 \$	(44,5 \$)	-7,0%
3	Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée	2 199,0 \$	(103,0 \$)	-4,7%
4	Groupe Colabor Inc.	45,0 \$	(1,6 \$)	-3,7%
5	Molson Coors Brewing Company	2 420,7 \$	(46,6 \$)	-1,9%
6	Crescent Point Energy Corp.	327,5 \$	(3,4 \$)	-1,0%
7	TransAlta Corporation	987,0 \$	(10,0 \$)	-1,0%
8	Corporation Wajax	173,7 \$	(1,2 \$)	-0,7%
9	Pembina Pipeline Corporation	515,4 \$	(1,1 \$)	-0,2%
10	Manitoba Telecom Services Inc.	626,0 \$	(0,6 \$)	-0,1%
11	Keyera Corp.	364,2 \$	(0,2 \$)	-0,1%
12	Canadian Oil Sands Limited	2 762,0 \$	0,0 \$	0,0%
13	Chorus Aviation Inc.	240,9 \$	0,0 \$	0,0%
14	ARC Resources Ltd.	822,2 \$	0,0 \$	0,0%
15	AltaGas Ltd.	358,9 \$	0,9 \$	0,3%
16	WestJet Airlines Ltd.	478,3 \$	5,5 \$	1,1%
17	TransCanada Corporation	5 914,0 \$	98,0 \$	1,7%
18	Les Vêtements de Sport Gildan Inc.	531,2 \$	9,3 \$	1,7%
19	CanWel Building Materials Group Ltd.	38,2 \$	1,3 \$	3,5%
20	Québecor inc.	1 822,2 \$	68,4 \$	3,8%
21	Capital Power Corporation	380,0 \$	16,0 \$	4,2%
22	Rogers Communications Inc.	6 192,0 \$	314,0 \$	5,1%
23	Enbridge Inc.	4 764,0 \$	254,0 \$	5,3%
24	Groupe SNC-Lavalin Inc.	1 567,7 \$	96,8 \$	6,2%
25	Corporation Cameco	1 726,7 \$	120,5 \$	7,0%
26	Inter Pipeline Fund	712,0 \$	53,8 \$	7,6%
27	Precision Drilling Corporation	429,2 \$	36,5 \$	8,5%
28	Banque Laurentienne du Canada	467,4 \$	43,0 \$	9,2%
29	CAE Inc.	662,5 \$	63,2 \$	9,5%
30	Cineplex Inc.	182,9 \$	17,5 \$	9,6%
31	The North West Company Inc.	257,1 \$	25,6 \$	9,9%
32	Uni-Sélect Inc.	187,8 \$	21,0 \$	11,2%
33	Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (CN)	8 493,0 \$	991,0 \$	11,7%

34	Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	771,0 \$	98,0 \$	12,7%
35	Power Corporation du Canada	8 867,0 \$	1 131,0 \$	12,8%
35	Ensign Energy Services Inc.	693,6 \$	91,2 \$	13,2%
37	Bell Canada Entreprise Inc. (BCE)	8 566,0 \$	1 145,0 \$	13,4%
38	TELUS Corporation	4 183,0 \$	575,0 \$	13,7%
39	Les Industries Dorel Inc.	405,1 \$	57,4 \$	14,2%
40	Potash Corporation of Saskatchewan Inc.	7 863,2 \$	1 124,2 \$	14,3%
41	Domtar Corporation	1 443,0 \$	211,0 \$	14,6%
42	Banque Nationale du Canada	4 038,0 \$	612,0 \$	15,2%
43	La Banque TD	15 992,0 \$	2 484,0 \$	15,5%
44	Parkland Fuel Corporation	122,5 \$	19,6 \$	16,0%
45	Banque Canadienne Imperiale de Commerce (CIBC)	9 689,0 \$	1 555,0 \$	16,0%
46	Fortis Inc.	1 167,0 \$	190,0 \$	16,3%
47	Intact Corporation financière	1 370,8 \$	230,6 \$	16,8%
48	Alimentation Couche-Tard Inc.	1 541,6 \$	260,2 \$	16,9%
49	Bombardier Inc.	3 082,7 \$	539,1 \$	17,5%
50	Viterra Inc.	714,1 \$	127,1 \$	17,8%
51	Atco Ltd.	2 208,7 \$	396,3 \$	17,9%
52	Torstar Corporation	575,6 \$	103,4 \$	18,0%
53	Finning International Inc.	739,2 \$	133,6 \$	18,1%
54	Shaw Communications Inc.	2 209,0 \$	400,7 \$	18,1%
55	TransForce Inc.	307,6 \$	56,5 \$	18,4%
56	Banque Scotia	17 556,0 \$	3 368,0 \$	19,2%
57	Banque de Montréal	9 907,0 \$	1 901,0 \$	19,2%
58	Ressources Teck Limitée	9 736,0 \$	1 919,0 \$	19,7%
59	CI Financial Corp.	1 337,1 \$	267,8 \$	20,0%
60	Suncor Energie Inc.	14 264,0 \$	3 158,0 \$	22,1%
61	Banque Royale du Canada (RBC)	24 265,0 \$	5 476,0 \$	22,6%
62	Mullen Group Ltd.	376,4 \$	85,9 \$	22,8%
63	Canadian Natural Resources Limited	8 746,0 \$	2 037,0 \$	23,3%
64	Corporation Minière Inmet	1 101,7 \$	257,4 \$	23,4%
65	Compagnie Pétrolière Impériale Ltée	9 560,0 \$	2 238,0 \$	23,4%
66	Metro inc.	1 582,3 \$	375,8 \$	23,8%
67	Research In Motion Limited	9 873,8 \$	2 363,4 \$	23,9%
68	Goldcorp Inc.	4 827,7 \$	1 161,1 \$	24,1%
69	Groupe Aecon Inc.	199,7 \$	48,1 \$	24,1%
70	Groupe CGI inc.	1 465,4 \$	359,7 \$	24,5%
71	Cenovus Energy Inc.	4 673,0 \$	1 170,0 \$	25,0%
72	Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.	749,8 \$	191,0 \$	25,5%
73	La Societe Canadian Tire Limitee	1 695,9 \$	437,5 \$	25,8%
74	Dollarama Inc.	518,6 \$	137,4 \$	26,5%
75	Saputo Inc.	1 767,7 \$	472,3 \$	26,7%
76	Corporation Shoppers Drug Mart	2 521,0 \$	697,3 \$	27,7%
77	George Weston Limitée	2 986,0 \$	831,0 \$	27,8%
78	Tim Hortons Inc.	1 898,1 \$	530,4 \$	27,9%
79	Yamana Gold Inc.	1 772,7 \$	497,6 \$	28,1%
80	Husky Energy Inc.	6 314,0 \$	1 804,0 \$	28,6%
81	ShawCor Ltée	385,9 \$	113,5 \$	29,4%
82	Flint Energy Services Ltd.	145,6 \$	43,0 \$	29,5%
83	Toromont Industries Ltd.	432,7 \$	127,9 \$	29,6%
84	CCL Industries Inc.	288,6 \$	86,0 \$	29,8%
85	Sherritt International Corporation	681,1 \$	209,4 \$	30,7%
86	Agrium Inc.	3 601,4 \$	1 132,0 \$	31,4%
87	Reitmans (Canada) Limitée	292,7 \$	95,9 \$	32,8%
88	Les Aliments Maple Leaf Inc.	253,8 \$	83,3 \$	32,8%
89	Softchoice Corporation	101,7 \$	33,8 \$	33,2%
90	IAMGOLD Corporation	1 278,2 \$	435,7 \$	34,1%

91	The Churchill Corporation	128,5 \$	43,9 \$	34,2%
92	Catamaran Corporation	315,1 \$	107,7 \$	34,2%
93	Stantec Inc.	276,1 \$	116,8 \$	42,3%
94	First Quantum Minerals Ltd	2 973,2 \$	1 281,5 \$	43,1%
95	Produits de Batiment Taiga Ltee.	31,8 \$	14,3 \$	44,9%
96	Encana Corporation	3 861,7 \$	1 787,4 \$	46,3%
97	Onex Corporation	1 024,0 \$	618,0 \$	60,4%
98	FirstService Corporation	189,9 \$	119,8 \$	63,1%
99	Nexen Inc.	3 661,0 \$	3 482,0 \$	95,1%
	Total	283 648,7 \$	55 253,7 \$	19,5%

Le tableau 4 rend compte de la proportion de compagnies rentables ventilées par tranche d'impôt sur le revenu total réellement payé pour les exercices financiers combinés de 2009, 2010 et 2011. La moyenne des impôts défrayés des 99 entreprises de 19,5% est également inférieure au taux statutaire de 26,1%. À noter que plusieurs compagnies canadiennes ont des taux d'impôt sur le revenu effectifs artificiellement plus élevés que les taux légaux canadiens en raison de l'inclusion des impôts étrangers et d'autres types de taxes et de redevances propres à certaines industries (mines, pétrole, finances, etc.) qui sont à tort regroupés avec les impôts sur le revenu.

Tableau 4
Proportion de compagnies rentables ventilées par tranche d'impôt sur le revenu total
réellement payé pour les exercices financiers combinés de 2009, 2010 et 2011

	Nombre	%
Compagnies n'ayant pas payé d'impôt	14	14,1 %
Compagnies ayant payé moins de 5 % d'impôt	21	21,2 %
Compagnies ayant payé moins de 10 % d'impôt	31	31,3 %
Compagnies ayant payé moins de 15 % d'impôt	41	41,4 %
Compagnies ayant payé moins de 20 % d'impôt	58	58,6 %
Compagnies ayant payé moins de 25 % d'impôt	70	70,7 %
Compagnies ayant payé plus de 25 % d'impôt	29	29,3 %
Total	99	100 %

Le tableau 4 est éloquent et démontre que 14 compagnies rentables n'ont payé aucun impôt, en moyenne, sur le revenu pour les trois exercices de 2009, 2010 et 2011. 21 ont payé moins de 5% d'impôt, 31 moins de 10%, 41 moins de 15%, 58 moins de 20%, pour un total de 70 compagnies qui ne paient pas le taux statutaire d'impôt sur le revenu. On rappelle qu'elles font partie des 500 plus grandes entreprises canadiennes selon le chiffre d'affaires qu'elles dégagent et qu'elles ont affiché des profits à chacune des trois années recensées. Nous allons observer plus spécifiquement ces constatations dans les tableaux suivants.

On retrouve dans le tableau 5 la ventilation des compagnies qui, malgré d'importants bénéfices réalisés et combinés 2009, 2010 et 2011, n'ont payé aucun impôt. Il ne s'agit pas d'obscures entreprises, mais bien des firmes connues, comme Corporation Cott, reconnue pour sa gamme diversifiée de boissons, ou encore Molson Coors Brewing Company, spécialisée dans la bière. Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée se trouve également dans ce palmarès alors que la société affiche un bénéfice combiné 2009, 2010 et 2011 de près de 2,2 milliards\$. Au contraire, elle reçoit même de l'argent en remboursement d'impôts, comme Corporation Cott, Emera Inc., Chemin de fer Canadien Pacifique, Groupe Colabor, Crescent Point Energy Corp, Transalta Corporation et Corporation Wajax.

Ces dernières entreprises ne contribuent donc pas à l'impôt, elles reçoivent plutôt du financement des gouvernements, alors qu'elles font partie des plus grandes entreprises canadiennes, sans compter les milliards qu'elles reçoivent en subventions de l'État. Prenons l'exemple de Canadian Oil Sands Limited, qui se définit elle-même comme le premier chef de file au Canada quant aux sables bitumineux, et qui affiche un bénéfice avant impôts de près de 2,8 milliards\$ pour les trois années étudiées, est-ce normal qu'elle ne paie rien, aucun impôt ?

Tableau 5
Le cas des 14 entreprises n'ayant payé aucun d'impôt sur leur profit pour les exercices combinés de 2009, 2010 et 2011 (En millions)

	Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
1	Corporation Cott	193,2 \$	(28,1 \$)	-14,5%
2	Emera Inc.	639,2 \$	(44,5 \$)	-7,0%
3	Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée (CP)	2 199,0 \$	(103,0 \$)	-4,7%
4	Groupe Colabor Inc.	45,0 \$	(1,6 \$)	-3,7%
5	Molson Coors Brewing Company	2 420,7 \$	(46,6 \$)	-1,9%
6	Crescent Point Energy Corp.	327,5 \$	(3,4 \$)	-1,0%
7	TransAlta Corporation	987,0 \$	(10,0 \$)	-1,0%
8	Corporation Wajax	173,7 \$	(1,2 \$)	-0,7%
9	Pembina Pipeline Corporation	515,4 \$	(1,1 \$)	-0,2%
10	Manitoba Telecom Services Inc.	626,0 \$	(0,6 \$)	-0,1%
11	Keyera Corp.	364,2 \$	(0,2 \$)	-0,1%
12	Canadian Oil Sands Limited	2 762,0 \$	0,0 \$	0,0%
13	Chorus Aviation Inc.	240,9 \$	0,0 \$	0,0%
14	ARC Resources Ltd.	822,2 \$	0,0 \$	0,0%
14	Total	12 315,9 \$	(240,3 \$)	-2,0%

Poursuivons avec l'exemple de Canadian Oil Sands Limited, qui dégage un bénéfice avant impôts de près de 2,8 milliards de dollars canadiens pour les trois années cumulées de 2009, 2010 et 2011. Cette compagnie n'a eu aucun impôt exigible à payer au final sur ce revenu. Si elle avait assumé un taux réel de 20% pour les trois années, l'impôt à payer aurait été de 552,4 millions de dollars. Même avec un taux effectif de 10%, c'est une somme de 276,2 millions de dollars qui aurait été perçue par les gouvernements. Nous reviendrons ultérieurement sur ces revenus fiscaux supplémentaires qu'un impôt minimum aurait permis aux gouvernements fédéral et provinciaux d'encaisser, car il s'agit de recettes fiscales importantes. Les prochains tableaux démontrent les cas d'autres entreprises qui paient également un taux d'impôt effectif beaucoup moindre que le taux statutaire de 26,1% fédéral et provincial, qui déjà est l'un des plus bas des pays occidentaux et surtout nettement moindre qu'aux États-Unis, presque moitié moins.

Tableau 6
Le cas des 17 entreprises ayant payé entre 0,1% et 10 % d'impôt sur leur profit
pour les exercices consolidés de 2009, 2010 et 2011
(En millions de dollars canadiens)

	Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
1	AltaGas Ltd.	358,9 \$	0,9 \$	0,3%
2	WestJet Airlines Ltd.	478,3 \$	5,5 \$	1,1%
3	TransCanada Corporation	5 914,0 \$	98,0 \$	1,7%
4	Les Vêtements de Sport Gildan Inc.	531,2 \$	9,3 \$	1,7%
5	CanWel Building Materials Group Ltd.	38,2 \$	1,3 \$	3,5%
6	Québecor inc.	1 822,2 \$	68,4 \$	3,8%
7	Capital Power Corporation	380,0 \$	16,0 \$	4,2%
8	Rogers Communications Inc.	6 192,0 \$	314,0 \$	5,1%
9	Enbridge Inc.	4 764,0 \$	254,0 \$	5,3%
10	Groupe SNC-Lavalin Inc.	1 567,7 \$	96,8 \$	6,2%
11	Corporation Cameco	1 726,7 \$	120,5 \$	7,0%
12	Inter Pipeline Fund	712,0 \$	53,8 \$	7,6%
13	Precision Drilling Corporation	429,2 \$	36,5 \$	8,5%
14	Banque Laurentienne du Canada	467,4 \$	43,0 \$	9,2%
15	CAE Inc.	662,5 \$	63,2 \$	9,5%
16	Cineplex Inc.	182,9 \$	17,5 \$	9,6%
17	The North West Company Inc.	257,1 \$	25,6 \$	9,9%
17	Total	26 484,4 \$	1 224,4 \$	4,6%

Tableau 7
Le cas des 10 entreprises ayant payé entre 10 % et 15 % d'impôt sur leur profit
pour les exercices regroupés de 2009, 2010 et 2011
(en millions de dollars canadiens)

	Entreprises	Bénéfice avant impôts	Impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
1	Uni-Sélect Inc.	187,8 \$	21,0 \$	11,2%
2	Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (CN)	8 493,0 \$	991,0 \$	11,7%
3	Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	771,0 \$	98,0 \$	12,7%
4	Power Corporation du Canada	8 867,0 \$	1 131,0 \$	12,8%
5	Ensign Energy Services Inc.	693,6 \$	91,2 \$	13,2%
6	Bell Canada Entreprise Inc.	8 566,0 \$	1 145,0 \$	13,4%
7	TELUS Corporation	4 183,0 \$	575,0 \$	13,7%
8	Les Industries Dorel Inc.	405,1 \$	57,4 \$	14,2%
9	Potash Corporation of Saskatchewan Inc.	7 863,2 \$	1 124,2 \$	14,3%
10	Domtar Corporation	1 443,0 \$	211,0 \$	14,6%
10	Total	41 472,7 \$	5 444,9 \$	13,1%

Les entreprises classées par secteur d'activités se retrouvent en annexe à la fin de l'étude. Mais pour ne parler que des banques, elles sont loin de vivre dans la grosse misère, comme le laissent voir de récents articles sur le sujet. En effet, les profits des banques canadiennes ont doublé entre 2000 et 2010 (Argent, 2011) et elles ont engrangé d'importants profits en 2012 (Radio-Canada, 2012) pour ne nommer que ceux-là. Comment expliquer alors que leur taux d'imposition global moyen soit seulement de 18,2% (tableau 8)?

Tableau 8
Les 11 entreprises du secteur de la finance ayant payé moins de 25 % d'impôt
(En millions de dollars canadiens)

	Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
1	Banque Laurentienne du Canada	467,4 \$	43,0 \$	9,2%
2	Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	771,0 \$	98,0 \$	12,7%
3	Power Corporation du Canada	8 867,0 \$	1 131,0 \$	12,8%
4	Banque Nationale du Canada	4 038,0 \$	612,0 \$	15,2%
5	La Banque TD	15 992,0 \$	2 484,0 \$	15,5%
6	Banque Canadienne Imperiale de Commerce (CIBC)	9 689,0 \$	1 555,0 \$	16,0%
7	Intact Corporation financière	1 370,8 \$	230,6 \$	16,8%
8	Banque Scotia	17 556,0 \$	3 368,0 \$	19,2%
9	Banque de Montréal	9 907,0 \$	1 901,0 \$	19,2%
10	CI Financial Corp.	1 337,1 \$	267,8 \$	20,0%
11	Banque Royale du Canada (RBC)	24 265,0 \$	5 476,0 \$	22,6%
11	Total	94 260,3 \$	17 166,4 \$	18,2%

LE CAS DE 5 ENTREPRISES QUI PAIENT PEU D'IMPÔT : L'HISTOIRE SANS FIN

Lors de l'étude réalisée en 2008, et sur un total de 200 compagnies pour l'année financière 2005, 45% de ces dernières avaient payé moins de 20% d'impôt sur le revenu. Sur les 99 sociétés analysées dans la présente étude, il y en a autour de 58% qui paient moins de 20% d'impôts sur leur revenu alors qu'il s'agit d'entreprises très rentables qui réalisent de gros profits, comme elles le présentent dans leurs propres états financiers.

Aussi, cinq des compagnies ciblées et identifiées en 2008 comme payant peu d'impôt ou moins que le taux statutaire se retrouvent (pour l'année financière de 2005) encore présentes au sein de cette étude, comme le laissent voir le tableau 9 et le tableau 10 qui suivent. Force est de constater que, d'une part, la situation ne se résorbe pas. D'autre part, il y a une grosse marge entre les taux d'impôts statutaires et les taux d'impôts réels, entre les prétentions et la réalité. Si Shaw Communications Inc. et Suncor Energy s'approchent du taux statutaire, contrairement à l'année 2005, il n'en est toujours rien pour Chemin de fer Canadien Pacifique et pour Les Vêtements de Sport Gildan Inc. Ainsi, le fond du problème persiste malgré tout : des compagnies qui réalisent d'importants bénéfices ne paient pas leur juste part d'impôt.

Tableau 9

**Le cas de 5 entreprises de l'étude de 2008 qui défrayaient peu d'impôt sur le revenu
(en millions de dollars canadiens)**

	Bénéfice avant impôts (2005)	Impôts exigibles (2005)	Taux effectif d'impôt (2005)
Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée	991,1 \$	12,6 \$	1,3 %
Les Vêtements de Sport Gildan Inc.	87,4 \$	1,2 \$	1,4 %
Shaw Communications Inc.	254,7 \$	23,0 \$	9,0 %
Suncor Energie Inc.	1 987,0 \$	39,0 \$	2,0 %
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (CN)	2 337,0 \$	234,0 \$	10,0 %
Total	5 657,2 \$	309,8 \$	5,5 %

Tableau 10

**Le cas des 5 entreprises de 2008 qui reviennent en 2009, 2010 et 2011 (combinées)
(en millions de dollars)**

Entreprises	Bénéfice avant impôts (pour 2009, 2010 et 2011)	Impôts exigibles (pour 2009, 2010 et 2011)	Taux effectif d'impôt (pour 2009, 2010 et 2011)
Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée	2 199,0 \$	(103,0 \$)	-4,7%
Les Vêtements de Sport Gildan Inc.	531,2 \$	9,3 \$	1,7%
Shaw Communications Inc.	2 209,0 \$	400,7 \$	18,1%
Suncor Energie Inc.	14 264,0 \$	3 158,0 \$	22,1%
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (CN)	8 493,0 \$	991,0 \$	11,7%
Total	27 696,2 \$	4 456,0 \$	16,1%

DEUX MYTHES SUR L'IMPÔT À DÉMYSTIFIER

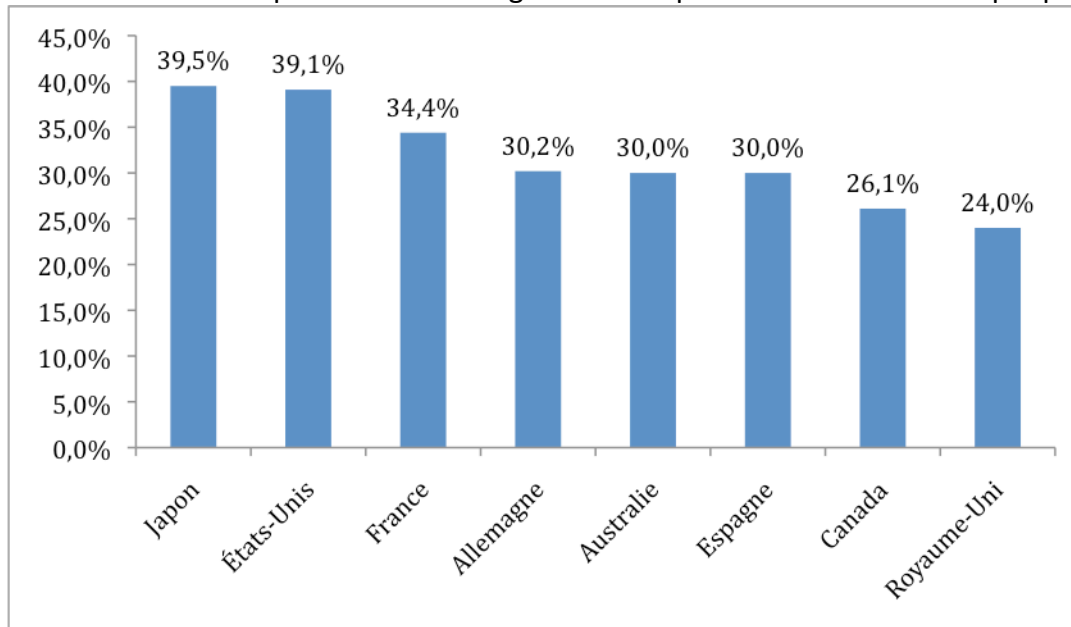
Nous désirons briser deux mythes qui sont trop souvent acceptés comme des vérités sans être véritablement remis en question. Le premier concerne la fiscalité canadienne et le deuxième touche à la croissance économique.

Débutons par le premier mythe qui veut que l'impôt des corporations soit élevé au Canada, alors que dans les faits, le Canada est un paradis fiscal pour les entreprises, puisque le taux d'impôt statutaire est nettement plus élevé aux États-Unis, qui est, de loin, à la fois notre principal partenaire économique et notre plus important compétiteur sur les marchés.

D'abord, jetons un coup d'œil sur les taux d'impôt corporatifs au fédéral du Canada. Comme nous l'avons indiqué précédemment, le taux d'imposition fédéral sur les sociétés était de 41% en 1960, 28% pour l'année 2000 pour maintenant s'établir à 15% en 2012. Bref, il est évident que les baisses d'impôts sur le revenu ont grandement privilégié les entreprises, et même au détriment des particuliers.

En revanche, pour le taux fédéral américain, il est actuellement à 32,8%. Il y a donc une différence de 119% pour l'année 2012, soit plus du double. En fait, le taux d'impôt corporatif fédéral américain est deux fois plus élevé qu'au Canada, sans compter qu'aux États, en plus des États qui lèvent des impôts sur le revenu aux sociétés, il y a des comtés et des villes qui taxent les profits des entreprises. Si nous comparons les taux globaux d'imposition des sociétés dans différents pays industrialisés pour l'année 2012, le Canada est loin d'être un enfer fiscal :

Tableau 11 : Comparaison des taux globaux d'imposition sur les sociétés par pays en 2012



Source : OCDE (2012)

Il est clair que nous pourrions aisément imposer aux entreprises canadiennes une hausse minimale de 5 % sans aucunement affecter notre compétitivité fiscale envers le marché américain, puisque les sociétés canadiennes seraient encore largement moins imposées que leurs consœurs américaines.

Dès lors, est-ce qu'une grosse compagnie comme Apple s'est dépêchée de déménager son siège social ici afin de profiter des largesses fiscales qu'offre le Canada? Non. Ce qui nous fait dire qu'il y a des facteurs plus importants que l'impôt sur le revenu dans la décision tant des entreprises que des individus de s'installer dans un autre pays.

Mais, l'idéologie l'emporte sur l'analyse objective des faits. Sans compter que nous pourrions exiger un impôt minimum. À titre d'exemple, le tableau qui suit montre les revenus fiscaux additionnels que nous obtiendrions des entreprises de notre échantillon si le fédéral promulguait un impôt minimum de 5% et de 10%. Nous pouvons y voir que les milliards qui finissent dans les poches du 1 % auraient pu être perçus et investis dans nos programmes sociaux en santé, en éducation, en culture ou dans la lutte contre la pauvreté.

Tableau 12

Revenus fiscaux nets supplémentaires d'un impôt minimal de 5% et de 10% au fédéral des seules entreprises rentables de notre étude

(en millions de dollars canadiens)

	Total	2011	2010	2009
Les 21 entreprises ayant payé un impôt de moins de 5 %	1 341,0 \$	372,6 \$	469,6 \$	498,8 \$
Les 31 entreprises ayant payé un impôt de moins de 10 %	3 047,6 \$	1 089,1 \$	948,6 \$	1 009,9 \$

Le deuxième mythe insinue que les baisses d'impôts stimuleraient la croissance économique et que, tel un effet domino, elles augmenteraient les revenus fiscaux. Nous affirmions dans notre étude de 2008 intitulée *Les impôts payés par les entreprises canadiennes en 2005 : du taux d'impôt statutaire au taux effectif* que ceci était non seulement un mythe, mais un mensonge. Dans cette étude, nous avons cité l'Organisation mondiale du commerce ainsi que des articles du *Washington Post*, *The Economist* et de *Business Week* qui indiquaient qu'il n'y avait aucune preuve empirique soutenant la véracité de ce mythe. Depuis cette étude, un chroniqueur, du magazine américain *Forbes*, a même attesté, en juillet 2012: « *For starters, given that all of these two-term presidents experienced better job growth without the assistance of the massive tax cuts for the wealthy provided by President George W. Bush, seems fair to note that a certain amount of job growth would have come during the years George W. was president—whether he had given us the tax cuts or not.* »

De plus, on oublie souvent d'indiquer qu'une pléthore d'études contredit cette affirmation. Par exemple, David MacDonald, économiste senior au Centre Canadien de politiques alternatives, concluait dans une étude de 2011: « *The bargain that Canadian governments made to provide Canada's largest companies with massive tax breaks in return for the promise of jobs and prosperity has not materialized.* » Ce chercheur avait examiné les 198 grandes entreprises du S&P/TSX qui publiaient leurs états financiers. Ces entreprises ont engrangé des profits qui ont connu une progression de 52 % en 2009 à comparer de 2000 alors qu'ils ont payé 19 % moins d'impôts en 2009 par rapport à 2000. Pour les emplois, l'économie canadienne a généré 6 % d'emplois entre 2005 et 2010 alors que le pourcentage d'emplois des 198 grandes entreprises n'a augmenté que de 5 % durant cette même période. Il ajoute aussi: « *There was a major recession between 2005 and 2010, with unemployment shooting up from 6% to 8% and 'Canadians Employed' taking a significant hit. Despite that, the companies that benefited the most from corporate tax cuts still didn't keep up with the average growth in employment.*»

Une autre étude du Congrès du travail du Canada (2012) le démontre éloquentement que les actionnaires des grandes entreprises canadiennes ont en fait empoché ces baisses d'impôts sans que le consommateur profite de baisses des prix véritables qui auraient dû s'ensuivre suite à ces baisses consenties aux compagnies par le gouvernement fédéral conservateur: « *The winners have been those who own company shares, notably Canada's highly paid CEOs and other members of the top 1%.*» En effet, le pourcentage de dividendes en rapport du bénéfice avant impôt est passé de 30 % en 2000 à 69 % en 2009. Le *Globe and Mail* (2011) en rajoute en utilisant cette fois des données de Statistique Canada qui illustrent que l'investissement total au Canada en machinerie et équipement avait diminué alors que les liquidités des entreprises avaient augmenté de 83 milliards de dollars depuis 2008.

Les baisses d'impôts semblent avantager les riches plutôt que la classe pauvre ou moyenne. Vous pouvez consulter dans la bibliographie une liste d'études et d'articles, incluant ceux cités dans ce texte, qui démontrent que la baisse d'impôt stimulant l'économie n'est qu'un mythe au même titre que la fée des étoiles.

Dans la veine de l'utopie des bénéfices escomptés des baisses d'impôts, au niveau des particuliers cette fois et en sol américain, une étude du *Congressional Research Service*, réalisée par un économiste indépendant du nom de Thomas L. Hungerford, arrivait récemment à la conclusion, au sein d'une étude parue en septembre 2012, que le seul résultat probant de la réduction des impôts des plus riches n'avait fait qu'accroître les inégalités économiques. Souvent présentée comme une solution pour augmenter la croissance économique, cette étude est une preuve de plus qu'il n'en est rien, tout comme les diminutions d'impôts aux entreprises.

CONCLUSION

Les chiffres présentés dans cette étude reposent sur des données réelles et objectives issues des états financiers même des firmes étudiées, et non sur des hypothèses, des prévisions ou des sondages. Il existe, dans les faits, une grande différence entre le taux statutaire et le taux qui est effectivement payé. Nous l'avons dit et nous le répétons, les impôts reportés ne sont, dans les faits, jamais payés par les compagnies. De ce fait, ils ne peuvent pas être incorporés ou pris en compte dans le taux réel d'impôt sur le revenu payé par les sociétés.

Nous avons démontré, dans un premier temps, que près de 71% des compagnies ne payaient pas d'impôt ou avaient un taux effectif, ou réel, inférieur au taux statutaire moyen d'impôt sur les bénéfices au Canada (fédéral et provincial) qui est de 26,1% (arrondi à 25% tout au long de cette étude).

Sur les 99 compagnies retenues, elles étaient 14 à ne pas avoir payé d'impôt sur le revenu (et dans certains cas à avoir même obtenu un remboursement d'impôt) pour les années 2009, 2010 et 2011, ce qui n'est pas rien, car on parle d'entreprises très rentables. Elles sont 21 à avoir payé moins de 5% d'impôts, 31 à avoir payé moins de 10% d'impôts, 41 moins de 15% d'impôts, 58,6% à payer moins de 20% d'impôts et, au final, 70 entreprises qui ont payé moins de 25% d'impôt sur le revenu pour les trois années 2009, 2010 et 2011. Impôts payés tant au fédéral, au provincial et à l'étranger, ne l'oublions pas.

Il s'agit pourtant de compagnies profitables et plus que rentables, qui ont généré d'importants bénéfices année après année en 2009, 2010 et 2011 (puisque nous avons éliminé celles qui affichaient un déficit à l'une ou l'autre des trois années faisant l'objet de notre recherche) et qui figurent dans le classement du Financial Post des 500 plus grandes entreprises canadiennes en 2011, généralement des transnationales.

Dans un deuxième temps, nous avons démontré que le mythe des baisses d'impôts stimulant la croissance économique est justement qu'un mythe qui profite davantage aux actionnaires et aux dirigeants des compagnies. On a aussi déterminé les revenus fiscaux supplémentaires dont se privent volontairement les gouvernements alors qu'ils pourraient aisément les obtenir en imposant un impôt minimum aux entreprises rentables. On ne parle pas de surtaxer, mais d'instaurer un impôt vraiment minimum pour ceux qui ne paient rien ou si peu en impôts sur le revenu.

En effet, si les 70 entreprises avaient défrayé un taux effectif minimum de 25%, elles auraient injecté dans les coffres de l'État 6,9 milliards en 2009, 6,2 milliards en 2010, 8,3 milliards en 2011, pour un total de 21,3 milliards de dollars pour les trois années étudiées. De quoi financer adéquatement nos programmes sociaux et réduire la dette publique sans surtaxer personne. Simplement en faisant payer aux compagnies les impôts au taux statutaire auxquels elles sont, théoriquement, assujetties et que, tel l'air du temps, elles paient leur juste part d'impôts.

Par idéologie ou cédant au puissant lobby patronal, nos gouvernements ont, en plus, diminué le taux statutaire combiné (fédéral-provincial) année après année ; il a chuté de 47% en 1999 à 32% en 2005 pour avoisiner en 2012 les 25%. On parle d'une baisse significative de 47% en seulement treize ans.

Enfin, si, en 2005, 45% des compagnies recensées avaient payé moins de 20% d'impôt sur le revenu, elles étaient 58,6% pour les années 2009, 2010 et 2011.

Poser la question c'est y répondre : qui doit payer pour ce gigantesque manque à gagner ? Dans la foulée actuelle du bilan des finances publiques et de la fiscalité, elle en devient encore plus pertinente.

ANNEXES : CLASSEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

Annexe 1 (en millions de dollars canadiens) Les détaillants ayant payé moins de 25 % d'impôt

Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée	2 199,0 \$	(103,0 \$)	-4,7%
Groupe Colabor Inc.	45,0 \$	(1,6 \$)	-3,7%
Corporation Wajax	173,7 \$	(1,2 \$)	-0,7%
Pembina Pipeline Corporation	515,4 \$	(1,1 \$)	-0,2%
Manitoba Telecom Services Inc.	626,0 \$	(0,6 \$)	-0,1%
Chorus Aviation Inc.	240,9 \$	0,0 \$	0,0%
AltaGas Ltd.	358,9 \$	0,9 \$	0,3%
WestJet Airlines Ltd.	478,3 \$	5,5 \$	1,1%
TransCanada Corporation	5 914,0 \$	98,0 \$	1,7%
CanWel Building Materials Group Ltd.	38,2 \$	1,3 \$	3,5%
Québecor inc.	1 822,2 \$	68,4 \$	3,8%
Groupe SNC-Lavalin Inc.	1 567,7 \$	96,8 \$	6,2%
Inter Pipeline Fund	712,0 \$	53,8 \$	7,6%
Precision Drilling Corporation	429,2 \$	36,5 \$	8,5%
Banque Laurentienne du Canada	467,4 \$	43,0 \$	9,2%
Cineplex Inc.	182,9 \$	17,5 \$	9,6%
The North West Company Inc.	257,1 \$	25,6 \$	9,9%
Uni-Sélect Inc.	187,8 \$	21,0 \$	11,2%
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (CN)	8 493,0 \$	991,0 \$	11,7%
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	771,0 \$	98,0 \$	12,7%
Power Corporation du Canada	8 867,0 \$	1 131,0 \$	12,8%
Ensign Energy Services Inc.	693,6 \$	91,2 \$	13,2%
Bell Canada Entreprise Inc.	8 566,0 \$	1 145,0 \$	13,4%
TELUS Corporation	4 183,0 \$	575,0 \$	13,7%
Banque Nationale du Canada	4 038,0 \$	612,0 \$	15,2%
La Banque TD	15 992,0 \$	2 484,0 \$	15,5%
Banque Canadienne Imperiale de Commerce (CIBC)	9 689,0 \$	1 555,0 \$	16,0%
Intact Corporation financière	1 370,8 \$	230,6 \$	16,8%
Alimentation Couche-Tard Inc.	1 541,6 \$	260,2 \$	16,9%
Atco Ltd.	2 208,7 \$	396,3 \$	17,9%
Torstar Corporation	575,6 \$	103,4 \$	18,0%
Finning International Inc.	739,2 \$	133,6 \$	18,1%
Shaw Communications Inc.	2 209,0 \$	400,7 \$	18,1%
TransForce Inc.	307,6 \$	56,5 \$	18,4%
Banque Scotia	17 556,0 \$	3 368,0 \$	19,2%
Banque de Montréal	9 907,0 \$	1 901,0 \$	19,2%
CI Financial Corp.	1 337,1 \$	267,8 \$	20,0%
Suncor Energie Inc.	14 264,0 \$	3 158,0 \$	22,1%
Banque Royale du Canada (RBC)	24 265,0 \$	5 476,0 \$	22,6%
Mullen Group Ltd.	376,4 \$	85,9 \$	22,8%
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée	9 560,0 \$	2 238,0 \$	23,4%
Metro inc.	1 582,3 \$	375,8 \$	23,8%
Total	165 308,6 \$	27 495,1 \$	16,6%

Annexe 2
Les 28 manufacturiers ayant payé moins de 25 % d'impôt
(en millions de dollars canadiens)

Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
Corporation Cott	193,2 \$	(28,1 \$)	-14,5%
Emera Inc.	639,2 \$	(44,5 \$)	-7,0%
Molson Coors Brewing Company	2 420,7 \$	(46,6 \$)	-1,9%
Crescent Point Energy Corp.	327,5 \$	(3,4 \$)	-1,0%
TransAlta Corporation	987,0 \$	(10,0 \$)	-1,0%
Keyera Corp.	364,2 \$	(0,2 \$)	-0,1%
Canadian Oil Sands Limited	2 762,0 \$	0,0 \$	0,0%
ARC Resources Ltd.	822,2 \$	0,0 \$	0,0%
Les Vêtements de Sport Gildan Inc.	531,2 \$	9,3 \$	1,7%
Capital Power Corporation	380,0 \$	16,0 \$	4,2%
Rogers Communications Inc.	6 192,0 \$	314,0 \$	5,1%
Enbridge Inc.	4 764,0 \$	254,0 \$	5,3%
Corporation Cameco	1 726,7 \$	120,5 \$	7,0%
CAE Inc.	662,5 \$	63,2 \$	9,5%
Les Industries Dorel Inc.	405,1 \$	57,4 \$	14,2%
Potash Corporation of Saskatchewan Inc.	7 863,2 \$	1 124,2 \$	14,3%
Domtar Corporation	1 443,0 \$	211,0 \$	14,6%
Parkland Fuel Corporation	122,5 \$	19,6 \$	16,0%
Fortis Inc.	1 167,0 \$	190,0 \$	16,3%
Bombardier Inc.	3 082,7 \$	539,1 \$	17,5%
Viterra Inc.	714,1 \$	127,1 \$	17,8%
Ressources Teck Limitée	9 736,0 \$	1 919,0 \$	19,7%
Canadian Natural Resources Limited	8 746,0 \$	2 037,0 \$	23,3%
Corporation Minière Inmet	1 101,7 \$	257,4 \$	23,4%
Research In Motion Limited	9 873,8 \$	2 363,4 \$	23,9%
Goldcorp Inc.	4 827,7 \$	1 161,1 \$	24,1%
Groupe Aecon Inc.	199,7 \$	48,1 \$	24,1%
Groupe CGI inc.	1 465,4 \$	359,7 \$	24,5%
Total	73 520,4 \$	11 058,4 \$	15,0%

Annexe 3

Les 5 entreprises du secteur des transports ayant payé moins de 25 % d'impôt (En millions de dollars canadiens)

Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée	2 199,0 \$	(103,0 \$)	-4,7%
Chorus Aviation Inc.	240,9 \$	0,0 \$	0,0%
WestJet Airlines Ltd.	478,3 \$	5,5 \$	1,1%
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (CN)	8 493,0 \$	991,0 \$	11,7%
TransForce Inc.	307,6 \$	56,5 \$	18,4%
Total	11 718,8 \$	950,0 \$	8,1%

Annexe 4

Les 4 entreprises du secteur technologique ayant payé moins de 25 % d'impôt (En millions de dollars canadiens)

Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
CAE Inc.	662,5 \$	63,2 \$	9,5%
Bombardier Inc.	3 082,7 \$	539,1 \$	17,5%
Research In Motion Limited	9 873,8 \$	2 363,4 \$	23,9%
Groupe CGI inc.	1 465,4 \$	359,7 \$	24,5%
Total	15 084,4 \$	3 325,4 \$	22,0%

Annexe 5

Les 4 entreprises du secteur des mines et métaux ayant payé moins de 25 % d'impôt (En millions de dollars canadiens)

Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
Corporation Cameco	1 726,7 \$	120,5 \$	7,0%
Ressources Teck Limitée	9 736,0 \$	1 919,0 \$	19,7%
Corporation Minière Inmet	1 101,7 \$	257,4 \$	23,4%
Goldcorp Inc.	4 827,7 \$	1 161,1 \$	24,1%
Total	17 392,1 \$	3 458,1 \$	19,9%

Annexe 6
Les 11 entreprises du secteur de la finance ayant payé moins de 25 % d'impôt
(En millions de dollars canadiens)

Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
Banque Laurentienne du Canada	467,4 \$	43,0 \$	9,2%
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	771,0 \$	98,0 \$	12,7%
Power Corporation du Canada	8 867,0 \$	1 131,0 \$	12,8%
Banque Nationale du Canada	4 038,0 \$	612,0 \$	15,2%
La Banque TD	15 992,0 \$	2 484,0 \$	15,5%
Banque Canadienne Imperiale de Commerce (CIBC)	9 689,0 \$	1 555,0 \$	16,0%
Intact Corporation financière	1 370,8 \$	230,6 \$	16,8%
Banque Scotia	17 556,0 \$	3 368,0 \$	19,2%
Banque de Montréal	9 907,0 \$	1 901,0 \$	19,2%
CI Financial Corp.	1 337,1 \$	267,8 \$	20,0%
Banque Royale du Canada (RBC)	24 265,0 \$	5 476,0 \$	22,6%
Total	94 260,3 \$	17 166,4 \$	18,2%

Annexe 7

**Les 27 entreprises du secteur des ressources naturelles ayant payé moins de 25 % d'impôt
(En millions de dollars canadiens)**

Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
Emera Inc.	639,2 \$	(44,5 \$)	-7,0%
Crescent Point Energy Corp.	327,5 \$	(3,4 \$)	-1,0%
TransAlta Corporation	987,0 \$	(10,0 \$)	-1,0%
Pembina Pipeline Corporation	515,4 \$	(1,1 \$)	-0,2%
Keyera Corp.	364,2 \$	(0,2 \$)	-0,1%
Canadian Oil Sands Limited	2 762,0 \$	0,0 \$	0,0%
ARC Resources Ltd.	822,2 \$	0,0 \$	0,0%
AltaGas Ltd.	358,9 \$	0,9 \$	0,3%
TransCanada Corporation	5 914,0 \$	98,0 \$	1,7%
Capital Power Corporation	380,0 \$	16,0 \$	4,2%
Enbridge Inc.	4 764,0 \$	254,0 \$	5,3%
Corporation Cameco	1 726,7 \$	120,5 \$	7,0%
Inter Pipeline Fund	712,0 \$	53,8 \$	7,6%
Precision Drilling Corporation	429,2 \$	36,5 \$	8,5%
Ensign Energy Services Inc.	693,6 \$	91,2 \$	13,2%
Potash Corporation of Saskatchewan Inc.	7 863,2 \$	1 124,2 \$	14,3%
Domtar Corporation	1 443,0 \$	211,0 \$	14,6%
Parkland Fuel Corporation	122,5 \$	19,6 \$	16,0%
Fortis Inc.	1 167,0 \$	190,0 \$	16,3%
Atco Ltd.	2 208,7 \$	396,3 \$	17,9%
Ressources Teck Limitée	9 736,0 \$	1 919,0 \$	19,7%
Suncor Energie Inc.	14 264,0 \$	3 158,0 \$	22,1%
Mullen Group Ltd.	376,4 \$	85,9 \$	22,8%
Canadian Natural Resources Limited	8 746,0 \$	2 037,0 \$	23,3%
Corporation Minière Inmet	1 101,7 \$	257,4 \$	23,4%
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée	9 560,0 \$	2 238,0 \$	23,4%
Goldcorp Inc.	4 827,7 \$	1 161,1 \$	24,1%
Total	82 812,2 \$	13 409,0\$	16,2%

Annexe 8

**Les 7 entreprises du secteur des communications ayant payé moins de 25 % d'impôt
(En millions de dollars canadiens)**

Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
Manitoba Telecom Services Inc.	626,0 \$	(0,6 \$)	-0,1%
Québecor inc.	1 822,2 \$	68,4 \$	3,8%
Rogers Communications Inc.	6 192,0 \$	314,0 \$	5,1%
Bell Canada Entreprise Inc.	8 566,0 \$	1 145,0 \$	13,4%
TELUS Corporation	4 183,0 \$	575,0 \$	13,7%
Torstar Corporation	575,6 \$	103,4 \$	18,0%
Shaw Communications Inc.	2 209,0 \$	400,7 \$	18,1%
Total	24 173,8 \$	2 606,0 \$	10,8%

Annexe 9

**Les 6 entreprises du secteur alimentation et boissons – détaillant et producteur ayant payé
moins de 25 % d'impôt
(En millions de dollars canadiens)**

Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
Corporation Cott	193,2 \$	(28,1 \$)	-14,5%
Groupe Colabor Inc.	45,0 \$	(1,6 \$)	-3,7%
Molson Coors Brewing Company	2 420,7 \$	(46,6 \$)	-1,9%
The North West Company Inc.	257,1 \$	25,6 \$	9,9%
Alimentation Couche-Tard Inc.	1 541,6 \$	260,2 \$	16,9%
Metro inc.	1 582,3 \$	375,8 \$	23,8%
Total	6 039,9 \$	585,2 \$	9,7%

Annexe 10
Les 10 entreprises du secteur «Autre» ayant payé moins de 25 % d'impôt
(En millions de dollars canadiens)

Entreprises	Bénéfice avant impôts	impôts exigibles	Taux effectif d'impôt
Corporation Wajax	173,7 \$	(1,2 \$)	-0,7%
Les Vêtements de Sport Gildan Inc.	531,2 \$	9,3 \$	1,7%
CanWel Building Materials Group Ltd.	38,2 \$	1,3 \$	3,5%
Groupe SNC-Lavalin Inc.	1 567,7 \$	96,8 \$	6,2%
Cineplex Inc.	182,9 \$	17,5 \$	9,6%
Uni-Sélect Inc.	187,8 \$	21,0 \$	11,2%
Les Industries Dorel Inc.	405,1 \$	57,4 \$	14,2%
Viterra Inc.	714,1 \$	127,1 \$	17,8%
Finning International Inc.	739,2 \$	133,6 \$	18,1%
Groupe Aecon Inc.	199,7 \$	48,1 \$	24,1%
Total	4 739,6 \$	511,0 \$	10,8%

Bibliographie

- Agence du revenu du Canada. 2012. «Taux d'impôt des sociétés». En ligne. <<http://www.cra-arc.gc.ca/tx/bsnss/tpcs/crprtns/rts-fra.html>>.
- Alberta Enterprise and Advanced Education. 2012. «Highlights of the Alberta Economy». *Gouvernement de l'Alberta*. En ligne. <http://www.albertacanada.com/SP-EH_highlightsABEconomyPresentation.pdf>.
- Aron-Dine, Aviva. 2008. «Extending the President's Tax Cuts and AMT Relief Would Cost \$4.4 Trillion Through 2018». *Center on Budget and Policy Priorities*. En ligne. <<http://www.cbpp.org/files/1-31-07tax.pdf>>.
- Bernard, Michel, Léo-Paul Lauzon, Marc Hasbani et Gabriel Ste-Marie. 2006. «L'autre déséquilibre fiscal : le déplacement du fardeau fiscal des compagnies vers les particuliers au cours des dernières décennies». *Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM*. En ligne. <http://www.cese.uqam.ca/pdf/rec_06_autre_desequilibre.pdf>.
- Bernard, Michel, Léo-Paul Lauzon et Martin Poirier. 1995. «La désinvolture des gouvernements face à l'évitement des impôts par les compagnies». *Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM*. En ligne. <http://www.cese.uqam.ca/pdf/rec_95_desinvolture.pdf>.
- Blais, Martin. 2012. «Le taux d'imposition des sociétés». *recto-verso.ca*, 26 juin 2012. En ligne. <<http://recto-verso.ca/?p=105>>.
- Center on Budget and Policy Priorities. 2008. «Tax Cuts: Myths and Realities». *Center on Budget and Policy Priorities*. En ligne. <<http://www.cbpp.org/files/9-27-06tax.pdf>>.
- Chen, Duanjie, et Jack Mintz. 2012. «2012 ANNUAL GLOBAL TAX COMPETITIVENESS RANKING – A CANADIAN GOOD NEWS STORY». *The School of Public Policy of the University of Calgary*. En ligne. <http://www.gov.pe.ca/photos/original/hst_spp_report.pdf>.
- Congrès du travail du Canada. 2012. «What did Corporate Tax Cuts Deliver?». *Congrès du travail du Canada*. En ligne. <<http://www.canadianlabour.ca/sites/default/files/what-did-corporate-tax-cuts-deliver-2012-01-12-en.pdf>>.
- Dubuc, André. 2012. «Impôts des sociétés: tendance à la baisse au Canada». *La Presse*, 12 septembre 2012. En ligne. <<http://affaires.lapresse.ca/economie/macro-economie/201209/12/01-4573254-impots-des-societes-tendance-a-la-baisse-au-canada.php>>.
- Furman, Jason. 2006. «Treasury Dynamic Scoring Analysis Refutes Claims by Supporters of the Tax Cuts». *Center on Budget and Policy Priorities*. En ligne. <<http://www.cbpp.org/files/7-27-06tax.pdf>>.

- Hétu, Richard. 2012. «Baisses d'impôts et croissance économique». *La Presse*, 17 septembre 2012. En ligne. <<http://blogs.lapresse.ca/hetu/2012/09/17/baisses-dimpots-et-croissance-economique/>>.
- Howlett, Karen. 2011. «Corporate tax cuts don't spur growth, analysis reveals as election pledges fly». *The Globe and Mail*, 6 avril 2011. En ligne. <<http://www.theglobeandmail.com/news/politics/corporate-tax-cuts-dont-spur-growth-analysis-reveals-as-election-pledges-fly/article575449/>>.
- Hungerford, Thomas. 2012. «Taxes and the Economy: An Economic Analysis of the Top Tax Rates Since 1945». *Congressional Research Service* En ligne. <http://online.wsj.com/public/resources/documents/r42729_0917.pdf>.
- Lauzon, Léo-Paul. 2000. «Impôts payés et impôts reportés par les compagnies canadiennes en 1999: de la prétention à la réalité. Plaidoyer pour un impôt minimum.». *Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM*. En ligne. <http://www.cese.uqam.ca/pdf/rec_00_impots_payes.pdf>.
- Lauzon, Léo-Paul, Marc Hasbani et Martine Lauzon. 2008. «Les impôts payés par les entreprises canadiennes en 2005 : du taux d'impôt statutaire au taux effectif ». *Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM*. En ligne. <http://www.cese.uqam.ca/pdf/rec_08_impots_payes.pdf>.
- MacDonald, David. 2011. «Corporate Income Taxes, Profit, and Employment Performance of Canada's Largest Companies». *Centre Canadien de Politique alternative*. En ligne. <<http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2011/04/Corporate%20Income%20Taxes%2C%20Profit%2C%20and%20Employment.pdf>>.
- Mendoza, Enrique G., Gian Maria Milesi-Ferretti et Patrick Asea. 1997. «On the ineffectiveness of tax policy in altering long-run growth: Harberger's superneutrality conjecture». *Journal of Public Economics*, vol. 66, no 1, p. 99-126. En ligne. <<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S004727279700011X>>.
- Ministère des finances du Canada (2008). «DÉPENSES FISCALES ET ÉVALUATION 2008». *Ministère des Finances du Canada*. En ligne. <<http://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2008/taxexp08-fra.asp>>.
- Ministère des finances du Canada (2011). «DÉPENSES FISCALES ET ÉVALUATION 2010 ». *Ministère des Finances du Canada*. En ligne. <<http://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2010/taxexp10-fra.asp>>.

- Myers, Jayson. 2011. «L'impact économique des réductions des taux d'imposition des sociétés». *Manufacturiers et exportateurs du Canada*. En ligne. <<http://www.cme-mec.ca/download.php?file=giubhzyk.pdf>>.
- OCDE. 2012. «OECD Tax Database». En ligne. <<http://www.oecd.org/tax/taxpolicyanalysis/oecdtaxdatabase.htm>>.
- Radio-Canada et La Presse Canadienne. 2012. «Les banques canadiennes engrangent d'importants profits». *Radio-Canada*, 30 août 2012. En ligne. <<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2012/08/30/001-banques-profits-jeudi.shtml>>.
- Renaud, Carl. 2011. «Les profits des banques ont doublé en 10 ans». *Argent*, 23 août 2011. En ligne. <<http://argent.canoe.ca/lca/affaires/canada/archives/2011/08/20110823-170750.html>>.
- Thoma, Mark. 2010. «Did the Bush Tax Cuts Lead to Economic Growth?». *cbsnews*, 30 novembre 2010. En ligne. <http://www.cbsnews.com/8301-505123_162-39741024/did-the-bush-tax-cuts-lead-to-economic-growth/>.
- Uhlig, Harald, et Noriyuki Yanagawa. 1996. «Increasing the capital income tax may lead to faster growth». *European Economic Review*, vol. 40, no 8, p. 1521-1540. En ligne. <<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/0014292196000323>>.
- Ungar, Rick. 2012. «The Truth About The Bush Tax Cuts And Job Growth». *Forbes Magazine*, 17 juillet 2012. En ligne. <<http://www.forbes.com/sites/rickungar/2012/07/17/the-truth-about-the-bush-tax-cuts-and-job-growth/>>.